

Les producteurs africains de semences paysannes dans les Rencontres internationales

RENCONTRES INTERNATIONALES DES MAISONS DES SEMENCES PAYSANNES
RSP, BEDE ET BIO D'AQUITAINE - PÉRIGUEUX, SEPTEMBRE 2012

Initiatives pour la biodiversité agricole en Afrique de l'Ouest



Echanges de semences et d'expériences à la 3^{ème} édition sous-régionale de la foire de semences paysannes, Djimini, Sénégal 2011

Au Sénégal - L'Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes (ASPSP)

Cette association est née en 2003 à l'initiative de leaders d'organisations paysannes du Sénégal qui ont pris conscience de l'importance des variétés locales traditionnelles, non-hybrides, de leur valeur culturelle et culturelle, pour l'autonomie semencière de l'agriculture paysanne familiale. Ses différentes actions sont : la production de

semences paysannes par les organisations elles-mêmes, l'organisation de formations aux techniques de sélection et de conservation, la collecte de savoirs auprès des ancien(ne)s, l'organisation de foires de semences locales, nationales et sous régionales, la valorisation du rôle des femmes dans la sélection et la conservation des semences et le plaidoyer pour une politique semencière favorable à la souveraineté alimentaire. www.aspsp.org

En Afrique de l'Ouest, les initiatives collectives pour la sauvegarde et la valorisation des semences paysannes locales se multiplient et, depuis 2007, les paysans qui les font vivre se retrouvent tous les deux ans lors d'une Foire sous-régionale des semences paysannes qui a lieu à Djimini au Sénégal à l'initiative de l'ASPSP. Lors de la dernière foire en novembre 2011, plusieurs acteurs de ces initiatives ont décidé de s'organiser et ont mis en place un comité pour la création d'un réseau ouest-africain, le COASP. Focus sur quelques-uns de ces groupes qui, parmi d'autres, se mobilisent dans cette région du monde sur ce front du combat pour la souveraineté alimentaire. Une délégation de membres de ces associations et d'autres associations du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest a participé aux Rencontres Internationales des Maisons des semences paysannes.

Au Togo - L'Union des Groupements Agroécologiques pour le Maintien du Patrimoine Local (UGAMPL)

Fort des échanges avec les autres expériences lors de sa participation à la foire de 2009, Jacques Name-tougli, directeur du Centre de Développement Agricole et Artisanal (CD2A) a circulé dans les villages de sa zone pour semer la dynamique de la conservation des semences paysannes. Il s'est d'abord assuré du soutien des anciens et, petit à petit, les membres des communautés ont été convaincus de l'intérêt de redynamiser les semences paysannes. L'Union des Groupements Agricoles pour le Maintien du Patrimoine Local (UGAMPL) a alors vu le

jour. Ses membres recherchent, collectent, conservent et valorisent les variétés locales de céréales. Peu à peu la dynamique s'oriente vers la production de semences maraîchères comme le gombo ou l'oignon violet de Galmi. Le CD2A informe également des risques liés aux intrants chimiques comme les engrais ou les herbicides et propose des pratiques agroécologiques : compost, pesticides naturels tirés des plantes.

Au Mali - Le Centre Agroécologique de Production de Semences Tropicales (CAPROSET)

Ce centre, né d'un programme d'autonomie alimentaire par l'agroécologie mené par l'UAVES (Union pour un Avenir écologique et solidaire) en

partenariat avec Terre et Humanisme, est un site de production agroécologique de 5 hectares, situé à quelques kilomètres de Gao au Nord du Mali.

A ses débuts, soutenu par l'association Kokopelli, le CAPROSET s'est spécialisé dans la production de semences de potagères adaptées ou qui s'adaptent au climat sahélien, saines et reproductibles et les propose à des prix accessibles aux paysan-ne-s sur le marché local malien et ouest-africain. Le CAPROSET dispense également de la formation pour que les paysan-ne-s puissent eux-mêmes et elles-mêmes reproduire les semences et ainsi ne pas dépendre du marché.

www.caproset.com. ■

AUX RENCONTRES INTERNATIONALES :

Échanges et regards croisés avec des praticiens des semences paysannes

Depuis quelques années le lobby semencier et de l'agrochimie pousse à une nouvelle révolution verte en Afrique, sous prétexte que les Africains auraient raté la première révolution verte. Tant mieux pour la biodiversité agricole ! Il existe encore une grande diversité de variétés et de savoirs paysans autour des semences traditionnelles garantes d'une agriculture paysanne autonome. Pourtant ils sont menacés, et des hommes et des femmes se mobilisent pour préserver la biodiversité agricole locale et les droits des paysans.

Dans la volonté de renforcer les échanges entre les communautés de praticiens et les réseaux autour des semences paysannes et pour la défense des droits des paysans, BEDE, à travers son programme "Archipel des Terroirs Sources" a invité une délégation d'Afrique à venir participer aux rencontres internationales des maisons des semences paysannes : Alihou Ndiaye, coordinateur de l'ASPSP et du COASP, Francisca Diouf, du GIE Baragnini, membre d'ASPSP Sénégal, Omer Agoligan du syndicat Synergie Paysanne, membre du COASP et d'ORAD Bénin, Jacques Nametougli de l'UGAMPL, Mahamadou Souleye du CAPROSET au Nord du Mali, Nourredine Bensaoudoune, phœniciculteur (cultivateur

du palmier dattier), membre de l'association Tazdait, au sud de l'Algérie. Tous ces praticiens de la semence paysanne ont pu rencontrer leurs pairs européens mais aussi indiens, brésiliens... Avant et après les rencontres, des échanges ont été organisés pour aller à la rencontre des expériences dans les fermes.

Le groupe a rencontré dans le Minervois des paysannes et paysans membres de l'association Chemin Cueillant, qui cultivent la biodiversité cultivée dans des conditions climatiques relativement rudes. Le développement d'innovations autour de la gestion de l'eau et de la fertilité des sols est indispensable et des initiatives "pilotes" allant en ce sens sont



Une partie de la délégation africaine avec Patrick Gaudin lors de la visite du champ expérimental au Change.

mises en place afin d'être expérimentées et de pouvoir être présentées à d'autres paysans qui voudraient s'en inspirer.

Une demi-journée au Change en compagnie d'un ancien animateur paysan, Patrice Gaudin, a permis de découvrir plus en détail l'expérience d'Agro-bio Périgord : maison de la semence, vitrine d'expérimentation des variétés de maïs plus récemment élargie à des espèces résistantes à la sécheresse comme le mil, millet, lupin. Un passage sur

la ferme de Jean-François Lipouth, membre de l'Association Pour la Reconnaissance des préparations naturelles non préoccupantes (ASPROppn), a permis de constater que le combat des semences paysannes et celui des préparations naturelles se rejoignent.

La rencontre avec le GIE Biaugerme a été une source d'inspiration pour les différents participants.

Enfin un passage à la ferme du Roc à la rencontre du CETAB a permis de nouer des liens notamment

autour de la transformation et la panification des céréales locales.

Toutes ces belles rencontres laissent présager de nouveaux échanges et des actions communes pour toujours renforcer les réseaux et briser les frontières. Les participants africains nous livrent leurs regards et impressions. ■

Par Anne Berson,
coordinatrice des activités
de BEDE en Afrique de l'Ouest



Les paysan-ne-s africains, inspirés par les rencontres avec leurs pairs européens

Retour sur leurs impressions

▲ **Interview de Francisca Diouf, membre du GIE Baragnini et de l'ASPSP au Sénégal.**
Propos recueillis par Patrice Gaudin, chargé de programme à BEDE.

Vous êtes membre du groupement féminin GIE Baragnini à Medina Wandifa en Casamance au Sénégal. De quoi s'agit-il exactement ?

Je suis productrice de semence de céréales (maïs) et fabricatrice de grenier mandingue pour la conservation des semences. Je suis membre d'un groupement d'intérêt économique, "Baragnini" qui signifie 'chercher du travail'. Il est composé essentiellement de femmes pour participer au développement durable de la localité.

Le GIE pratique l'agriculture écologique et familiale. Nous avons initié ce groupe pour devenir autonomes.

Vous venez d'effectuer un séjour en France. Qu'est-ce qui vous a particulièrement marquée ?

J'ai été très intéressée par la visite au Biau Germe qui est organisé en GIE comme mon groupement.

Ce que nous avons vu est le fruit d'un travail de plus de trente ans et cela nous rassure. Forts de cette

expérience partagée, nous avons l'espoir de mettre en place quelque chose de proche. Cependant, il ne me semble pas que le niveau d'équipement que nous avons vu là-bas puisse un jour être mis en place ici au Sénégal dans nos groupements familiaux. Il me semble que par rapport à cette organisation matérielle, nous resterons sur quelque chose de plus simple comme au début du Biau Germe. J'ai remarqué l'importance de l'engagement de chaque membre et aussi leur amour du travail. Les tâches sont réparties en fonction des compétences et des affinités de chacun.

Un grand soin est apporté aux procédures de contrôle de qualité des semences.

J'ai été aussi très impressionnée par le niveau d'organisation général du point de vue administratif, financier, d'égalité des rémunérations, de répartition du travail et des responsabilités.

Avez-vous découvert des idées, des pratiques qui pourraient être sources d'exemples pour le GIE ?

Oui, bien sûr, en particulier le mode de stockage, les emballages, l'étiquetage (sur et dedans), écrire un bon descriptif (espèce, variété, année de récolte, de chez qui ou d'où ça vient), garder des lots de sécurité, etc.

Et qu'il faut prendre bien soin de bien séparer les variétés qui pourraient se croiser chez une même personne et d'effectuer des tests de germination.

A votre retour, avez-vous déjà mis en œuvre des activités ou des idées ?

Nous avons réparti les semences ramenées de France aux différents membres du GIE. Celles de saison sont semées, les autres sont stockées. Nous en récolterons les semences.

Nous avons aussi commencé à utiliser les bocaux comme récipients de la conservation de nos semences.



Francisca, Jacques et BB avec Christian Boué du Biau Germe

Et nous travaillons actuellement à l'organisation d'une case de semences ici à Medina Wandifa. Vraiment j'ai reçu beaucoup de connaissances durant ce séjour. Félicitations à tous les membres du Biau Germe et bonne continuation. J'en profite pour leur dire : "Je souhaite aussi un jour que vous passiez au Sénégal, rencontrer le GIE Baragnini. Vous verrez notre travail, et peut-être même que nous ferons mieux que vous !"

D'autres choses vous ont-elles marquée pendant votre séjour ?

Oui, lors des visites, le premier constat que j'ai fait, c'est la non utilisation du cube Maggi ni de

beaucoup d'huile dans l'alimentation quotidienne. Alors que pour nous au Sénégal, c'est un fléau. Les femmes en utilisent beaucoup trop dans leur cuisine. Cela nuit sérieusement à la santé des familles. Les légumes sont beaucoup consommés en France. Dans les fermes visitées, ce qui est produit est transformé par les paysans eux-mêmes pour être consommé. Cela m'a beaucoup inspirée pour sensibiliser les femmes dans les pratiques culinaires et la valorisation des produits locaux dans les cuisines.

Luttons pour une alimentation saine et durable dans le monde ! ■

▲ **Témoignage de Mamadou Souley, directeur du Centre Agricole de Production de Semences Tropicales (Mali).**

J'ai connu l'association BEDE en 2006 suite à un atelier d'échange "femmes gardiennes des semences paysannes" avec l'URCAK au Mali à Kayes. Cette visite m'a permis de mieux la connaître ainsi que ses collaborateurs. J'ai vraiment été très ému de visiter des activités très intéressantes et j'aimerais revenir sur les plus marquantes pour moi.

La politique de diversification des cultures sur les terres de vignes en Minervoises en développant l'arboriculture méditerranéenne associée au maraîchage m'a plu. Cela peut être une expérience de biodiversité à vulgariser en Afrique, car la plupart des maraîchers font de la monocul-

ture, source de certaines maladies des cultures. Aussi l'animateur maraîcher de BEDE, Johann, nous a montré des exemples pertinents de cultures maraîchères intercalaires. Il expérimente aussi une grande diversité de variétés de chou (une quarantaine) pour leur résistance aux conditions sèches de cultures.

La visite du boulanger "Le pain Levain" me fait rêver à l'expérimentation sur le blé qui serait possible de mener au Sahel pour produire du pain avec le blé local afin d'aller vers une autonomie alimentaire dans un milieu pauvre. Cette expérimentation est déjà commencée car à mon retour j'ai mis en place des pépi-

nières de plusieurs variétés de blé à Gao.

La visite de Biau Germe : la présentation des débuts de cette structure me semble similaire au GIE Zeyra, membre fondateur du Caproset. Ce qui veut dire qu'il sera aussi un "Biau Germe" dans l'avenir. Cette visite est l'une de celles qui m'ont le plus inspiré sur le plan professionnel: organisation du travail, gestion transparente et libre des biens et finances du GIE par tous les membres, égalité entre le personnel en temps de travail et rémunérations, diversité, qualité et disponibilité des semences paysannes, adhésion à d'autres structures (Croqueurs des carottes, Réseau Semences Paysannes).

Ces visites en France et ma participation aux rencontres m'amènent à réfléchir sur la mise en place d'une maison de semences paysannes au Mali. Je suis déjà à la recherche d'un terrain d'environ 5 ha sur lequel je vais travailler sur les semences de céréales locales avec des stagiaires et les paysans du Mali pour conserver, multiplier et chercher des semences paysannes en voie de disparition.

Ce projet sera ouvert aux paysans du monde entier pour échanger et libérer le plus grand nombre de semences paysannes ! ■



Le groupe devant le fournil "Le pain Levain"

▲ **Témoignage de Jacques Nametougli, agriculteur et formateur, Centre de développement agricole et artisanal, Cinkassé, initiateur de l'UGAMPL (Togo).**

Ce séjour utile en France m'a permis de découvrir les réels combats que mènent les agriculteurs français dans le domaine de la préservation des semences paysannes, du consommateur local et de la lutte contre les OGM. Ces rencontres donnent des espoirs au petit paysan pour développer une agriculture durable en Afrique. Je saisis cette occasion pour remercier l'Association BEDE et le Réseau Semences Paysannes pour m'avoir fait découvrir les leaders agriculteurs engagés dans un développement durable. Ce que j'ai appris sur eux:

- Les agriculteurs français que j'ai rencontrés sont des penseurs libres, engagés pour défendre la cause du petit paysan. Le plus important, c'est d'aimer son métier et de le faire avec conviction.
- Ils ne sont pas des crève-la-faim. Ce sont des personnes engagées à préserver la semence paysanne, à nourrir la France, surtout avec les produits issus des semences des terroirs, les semences qu'utilisaient les grands-parents, pas des OGM. L'agriculture n'est pas un métier secondaire comme on le vit en Afrique.
- Le paysan français pour développer son exploitation a avant tout l'accès à des subventions / des prêts aux faibles taux d'intérêts, ce qui est vraiment rare ou inexistant en Afrique.

• Les agriculteurs français sont bien organisés dans la production, dans la transformation et dans la commercialisation des produits. De la production du blé à la transformation en pain, du raisin à la transformation en vin, de l'élevage des chèvres à la transformation en fromage, le "consommer local" est privilégié.

Mes résolutions

- Je m'engage à me battre pour améliorer les conditions du travail de la ferme école, pour faire de ce site une vraie ferme de production de semences paysannes, afin de pouvoir faire concurrence à des semences (hybrides, OGM) impures.
 - Je m'engage à me donner plus sur le terrain dans les villages autour des paysans pour une mobilisation forte afin de maintenir la semence paysanne.
 - Je ferai tout ce que je peux, et sans trop attendre de l'aide des politiciens qui ne viendront jamais changer le visage de l'agriculture de ma région.
 - J'ai beaucoup appris des paysans français et cette richesse servira à beaucoup d'agriculteurs de ma région. A mon tour, je ferai en sorte que les agriculteurs rencontrés à Périgueux qui vont décider un jour de venir au Togo ne regrettent pas leur voyage.
- Dès à présent, j'écris moins et mets l'accent sur la pratique ! ■

Semences paysannes et produits naturels peu préoccupants, même combat

Jean-François et son épouse, fabricants de produits naturels insecticides et fongicides à base de purins et de jus de plantes sont membres de l'association "ASPRO PNPP", qui milite pour la reconnaissance des alternatives aux pesticides.

Tout comme les semences paysannes, les Pnpp offrent la possibilité aux producteurs d'être autonomes, de réduire les coûts de production parfois très lourds avec les produits chimiques. Ce sont aussi des alternatives qui permettent le maintien des productions locales avec des répercussions économiques et sociétales non négligeables.

Pourtant ils sont interdits à la commercialisation et à l'utilisation dans les fermes.

L'absurdité et le côté invraisemblable du blocage de ces deux alternatives en France n'a d'explication que par le pouvoir exorbitant des lobbies des produits phytosanitaires.

Les arguments et les moyens utilisés pour entraver l'utilisation et le développement de ces alternatives sont toujours les mêmes : un panel de textes de lois, de simulacres juridiques, de réglementations sanitaires, des obligations d'éti-

quetages, d'inscriptions, de déclarations, de tests et d'études excessivement chers, voire même de mensonges ou de fausses vérités. Obliger la nature à entrer dans des cadres stables, homogènes, descriptibles, quantifiables, avec des critères de qualité définis par l'industrie est absurde. Cela est destiné à dissuader les utilisateurs potentiels de passer à l'acte.

Ceci contraint les agriculteurs désireux d'utiliser des alternatives naturelles, non polluantes, traditionnelles, culturelles et ayant déjà fait leurs preuves, à entrer dans une lutte féroce. Là où l'une des armes possibles est la désobéissance civile.

Aujourd'hui, un agriculteur qui veut choisir ses semences ou ses produits de traitement hors du circuit agrochimique devient hors la loi. Il serait contre-facteur et/ou empoisonneur de son prochain. Il prend des risques de sanctions pénales et judiciaires très lourdes. Ceci

dans ce monde agro-industriel qui souhaite dans un but non avoué sécuriser ses marchés qui deviendraient garantis et juteux, dans un cadre ou chaque chose serait ou interdite, ou obligatoire.

Le lien entre semences paysannes et Pnpp se retrouve aussi dans la facilité qu'ils ont à être mis en œuvre dans les fermes, par et pour les agriculteurs, sur l'ensemble du globe.

Semences Paysannes et Produits Naturels Peu Préoccupants, même combat ! Certes difficile, mais porteur d'espoir, il met en œuvre la solidarité entre les peuples et les paysans du monde entier qui souhaitent un monde plus humain. ■

Par Patrice Gaudin,
chargé de mission pour BEDE
en Afrique de l'Ouest,
ancien coordinateur du programme
Biodiversité d'Agrobio Périgord



Produits naturels insecticides et fongicides

▲ L'obtention des visas, une barrière pour les échanges paysans

Pour voyager en Europe, dans l'espace Schengen, les Africains ont besoin d'un visa. C'est aussi la procédure pour un Européen qui veut se rendre dans un pays d'Afrique. Mais alors que la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest délivrent facilement les visas aux frontières, l'obtention du visa Schengen suit une toute autre procédure. Draconienne, voire scandaleuse, quand elle empêche des paysans qui se battent dans leur pays pour développer leur agriculture de voyager pour échanger leurs expériences. Retour sur cette course d'obstacles...

Les étapes pour arriver au sas de la salle d'embarquement sont nombreuses et difficiles pour un paysan ou une paysanne qui habite en région. Avec les conditions difficiles (état des routes, vétusté des véhicules), il faut au minimum 30 h de voyage aller-retour pour rejoindre la capitale et se soumettre aux procédures.

- Première étape: obtenir un rendez-vous au consulat de France. Il faut acheter une carte téléphonique spéciale dans une banque. Certains des participants ont dû faire l'aller-retour rien que pour obtenir le rendez-vous qui fixe une date pour le dépôt de la demande.

- Vient ensuite la phase de constitution du dossier. Il faut réunir un certain nombre de pièces. La difficulté pour les praticiens de la terre est de justifier de leurs revenus avec une fiche de salaire et de leur prise en charge une fois en Europe, même si les organisations à l'origine de l'invitation s'engagent à assumer tous les frais liés au séjour.

- Le jour du dépôt de dossier, le consulat français encaisse 40 000 FCfa soit 60 euros qui ne seront pas retournés en cas de refus de délivrance du visa. Avec plusieurs dizaines de dossiers déposés par jour, les revenus pour les consulats de France du continent africain sont colossaux.

- Ensuite un autre rendez-vous est fixé pour le retrait du passeport. Il faut donc organiser un nouveau voyage à la capitale pour découvrir "la pochette surprise" et savoir si le visa est accordé ou non. Le passeport est rendu sans grande explication. Parfois il est nécessaire comme cela l'a été pour Francisca d'apporter des pièces justificatives sur la situation professionnelle, un paysan ne pouvant présenter de fiche de salaire. En pleine saison des cultures hivernales, il faut encore se mobiliser quatre jours.

Malgré un dossier bien ficelé, le visa d'Ousmane Ouattara a été dans un premier temps refusé sans autre motif que cette phrase : "votre volonté de quitter le territoire des états membres avant l'expiration du visa n'a pu être établie".

Finalement, avec le suivi rapproché pendant plusieurs mois par l'équipe de BEDE (courriers aux consulats, suivi des dossiers, mise à disposition de moyens (de transport, de communication, d'indemnité de remplacement journalière pour justifier la capacité de subsistance en France) en moyenne près de 400 euros par personne) mais surtout grâce à la détermination de nos invités, toutes les demandes de visa ont pu aboutir.

- Mais ce n'est pas fini... De retour au pays, alors que les frontières sont complètement numérisées, il est à nouveau demandé de se présenter au consulat français pour pointer "de retour au pays".

Favoriser l'échange entre les organisations paysannes est fondamental pour la préservation de la biodiversité cultivée et la construction d'alliances pour les droits des paysans. Mais tant que ces conditions de demandes de visa ne seront pas revues et que plus de respect ne sera pas accordé à nos collaborateurs, c'est l'avenir du combat qui en souffrira.

Par Ousmane Ouattara et Anne Berson,
assistant et coordinatrice des programmes de BEDE
en Afrique de l'Ouest.



La presse télévisée interviewe Jacques sur le combat des semences paysannes dans la maison de semences d'Agro Bio Périgord

Paysans du Sud, paysans du Nord: mêmes causes, mêmes problèmes

En Afrique nous pensons que la semence est culturelle et culturelle. L'Europe et l'Amérique en partie ont compris ce phénomène un peu plus tard. Au réveil, leurs semences paysannes sont déjà dans les banques de gènes publiques ou privées, portant la mention "Accès interdit".

C'est au prix d'une forte résistance que le RSP français par l'intermédiaire de ses différents membres, groupes ou individus, a relevé le défi. Des maisons de semences paysannes sont créées par les paysans eux-mêmes. Des semences qui étaient portées disparues sont en train d'être reproduites en faisant fi de l'arsenal législatif qui accompagne la commercialisation de ces semences. Mieux, des réseaux se sont constitués et d'autres sont en voie de l'être. Des échanges de toutes sortes se font, particulièrement sur les lois. Le monde étant un village planétaire, en faisant référence aux droits humains, les paysans peuvent en toute légitimité revendiquer leurs droits.

A Périgueux comme à Aiguillon (réunion post-rencontres, consacrée au processus global), parmi les leçons à retenir, on peut citer celles-ci :

- Les paysans doivent retrouver le

réflexe de conserver et de ressemer leurs propres semences locales.

- Il faut renforcer les échanges entre paysans et réseaux de paysans.

- Les paysans ont des droits qu'ils ignorent, les consommateurs et autres organisations de la société civile sont dans la même situation. Ils doivent se former, s'informer, pour amener les industries agroalimentaires à plus de raison. En fait, tous ces acteurs sont concernés par cette phrase "de la graine à l'assiette".

- Les organisations de la société civile doivent avoir une attitude responsable du rôle d'arbitre qu'elles doivent jouer dans une partie qui oppose d'une part le monde des finances et d'autre part les politiques décideurs.

Si les actes que posent les décideurs sont légitimes, c'est parce qu'ils sont investis d'un mandat, notre mandat. Force est de recon-



Les paysannes indiennes de la DDS devant les semences de mils et sorghos apportées par les Africains

naître que l'argent est le nerf de la guerre, les décideurs ont très peu de marge face aux financiers. D'où l'importance pour la société civile de travailler aux côtés des populations et des communautés afin que

leurs droits soient pris en compte. A Aiguillon, la rencontre a appelé les organisations de la société civile à plus de responsabilités. Maintenant il faut agir solidairement, localement et globalement

au Nord comme au Sud : nous avons les mêmes problèmes. ■

Par Alihou Ndiaye,
coordinateur de ASPSP
et du COASP, Sénégal

La raison du plus riche est toujours la meilleure

Aujourd'hui, plusieurs milliers d'années après l'époque des barbares, "les nations sont civilisées"; les peuples ont confié leur vie, leur devenir à un gouvernement sensé les protéger et à un parlement sensé les représenter et défendre leurs intérêts. Ces "Etats civilisés" se sont mis ensemble pour mettre en place des institutions internationales telles que : L'ONU, la FAO, la Cour pénale internationale, l'OMS... "Pour le bien des peuples".

Lorsqu'un Etat attaque son voisin, l'ONU se mobilise pour libérer et protéger l'Etat victime. Quand un dirigeant, un Chef d'Etat (dictateur) prive son peuple de liberté de parole, d'association, de mouvement, il est accusé de violation des droits de l'homme et mérite des sanctions. Un chef de guerre qui

rase un village, tuant et blessant hommes, femmes et enfants, est accusé de génocide, de crime contre l'humanité et peut être condamné par la Cour pénale internationale.

Mais lorsque les paysans sont privés de leur droit de produire, d'échanger ou de vendre librement

leurs semences, lorsqu'ils sont interdits de produire des aliments sains pour le peuple, là, ce n'est pas vu comme une violation des droits de l'homme. Lorsque les lobbies semenciers et agrochimiques par leur politique agricole (réglementation sur la semence, privatisation du vivant, OGM, her-

bicides, ... et toutes sortes de produits dangereux), participent à la destruction de l'agrobiodiversité, et à l'empoisonnement des Hommes, des eaux, de l'air et de la terre, cela n'est pas vu comme un crime contre l'humanité. Il n'est pas vu comme crime la mort des milliers de paysans qui se suicident chaque année en Inde à cause du modèle agricole qu'on leur impose. Il n'est pas vu comme crime contre l'humanité l'accaparement des terres des communautés les plus pauvres, ni la destruction de la forêt amazonienne considérée comme le poumon de la terre... Les vrais dictateurs, les plus grands génocidaires, ce sont eux (les lobbies capitalistes et industriels.)

Il est temps de dénoncer cette barbarie des temps modernes, dénoncer le "2 poids 2 mesures" appliqué par les institutions internationales chargées de la protection des peuples, de l'alimentation et des droits de l'Homme. Elles marchent aux grés des intérêts des plus puissants et des plus riches.

Les gouvernements collaborent avec les industriels et les lobbies pour conduire leur programme. Ils ont besoin de beaucoup d'argent pour rester au pouvoir. Ceux qui

nous dirigent s'entendent bien avec nos oppresseurs qui finalement gouvernent nos gouvernements : ils gouvernent le monde. Le droit à l'alimentation est un droit sacré, et toute personne lui portant préjudice devrait être traitée tel un criminel

"Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal ; mais par ceux qui les regardent sans rien dire" a dit Albert EINSTEIN. Il est urgent que les peuples trouvent les moyens d'amener ces endroits de grandes décisions à revoir leur cadre institutionnel, de manière à ce que la Société Civile ait le même poids, les mêmes prérogatives que les gouvernements. Déjà des groupes s'organisent et le CIP, le RSP, la Via Campesina, et des collectifs venus d'Afrique travaillent désormais ensemble pour trouver des alternatives au mode de gestion des grandes instances décisionnelles et au système industriel accapareur, pilleur et dominant. Rejoignez-nous. ■

Par Omer Richard Agoligan,
agriculteur, de Synergie Paysanne,
membre de l'ORAD,
et du Comité Ouest Africain
des Semences Paysannes, Bénin



La délégation africaine témoigne aux rencontres MSP